

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

13 Juillet 2011
13 يوليوز 2011

Le CNDH à Al Hoceima Colloque international sur le patrimoine culturel du Rif

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), organise, les 15 et 16 juillet courant à Al Hoceima, un colloque international sur le thème: "Patrimoine culturel du Rif : quelle muséographie ?".

Le Conseil a indiqué dans un communiqué que ce colloque, qui sera placé sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, s'inscrit dans le cadre de la mise en Œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) en matière d'archives, d'histoire et de mémoire.

Ce colloque rassemblera plus de quarante chercheurs marocains et étrangers en provenance d'Espagne, d'Italie, du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne, spécialistes de l'histoire et du patrimoine culturel matériel et immatériel du Rif et de la muséographie.

Plusieurs établissements publics (institutions du patrimoine, agences de développement, etc.) et de nombreux responsables de la société civile participent également à cette rencontre afin d'enrichir, par leurs interventions et suggestions, le projet de création du Musée du Rif.

Le colloque vise la mise à disposition, dans une approche multidisciplinaire, des travaux les plus récents sur l'histoire du Rif, son patrimoine matériel et immatériel en s'interrogeant sur les formes les plus pertinentes à travers lesquelles le futur Musée du Rif pourrait refléter les moments d'une histoire riche et passionnante, ajoute le communiqué.

Les contributions scientifiques porteront ainsi sur des thèmes aussi divers que les sources et les archives de l'histoire du Rif, aux origines de l'Homme, patrimoine antique du Rif, patrimoine médiéval et moderne, patrimoine anthropologique et ethnographique, histoire du temps présent et patrimoine vivant et enfin, atouts et perspectives de muséalisation de la mémoire historique du Rif.

Le Musée du Rif, dont ce colloque est la première grande étape, constitue un des grands axes du programme de mise en Œuvre des recommandations de l'IER en matière d'histoire, d'archives et de mémoire, indique le conseil.

(Lire en P.2)

Sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI

Al-Hoceima accueille un colloque scientifique international sur le projet du Musée du Rif

Sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, Al-Hoceima accueille un colloque scientifique international sur le projet du Musée du Rif. Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation en matière d'archives, d'histoire et de mémoire, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), la ville d'Al-Hoceima et le Conseil Régional Taza-Taouanate-Al-Hoceima organisent, sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, un colloque international sur le thème: « Patrimoine culturel du Rif : quelle muséographie ? », à Al-Hoceima les 15 et 16 juillet 2011.

Organisé avec le concours du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM) et de l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine (INSAP), ce séminaire rassemblera plus de quarante chercheurs marocains et étrangers en provenance d'Espagne, d'Italie, du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne, spécialistes de l'histoire et du patrimoine culturel matériel et immatériel du Rif et de la muséographie. Plusieurs établissements publics (institutions du patrimoine, agences de développement, etc.) et de nombreux responsables de la société

civile participent aussi à ce séminaire afin d'enrichir, par leurs interventions et suggestions, le projet de création du Musée du Rif. Le colloque vise la mise à disposition, dans une approche multidisciplinaire, des travaux les plus récents sur l'histoire du Rif, son patrimoine matériel et immatériel en s'interrogeant sur les formes les plus pertinentes à travers lesquelles le futur Musée du Rif pourrait refléter les moments d'une histoire riche et passionnante. Les contributions scientifiques porteront ainsi sur des thèmes aussi divers que : sources et archives de l'histoire du Rif ; aux origines de l'Homme; patrimoine antique

du Rif; patrimoine médiéval et moderne ; patrimoine anthropologique et ethnographique; histoire du temps présent et patrimoine vivant et enfin, atouts et perspectives de muséalisation de la mémoire historique du Rif.

Après l'adoption par le parlement d'une loi sur les archives et la mise en place de l'institution Archives du Maroc, établissement public dirigé par l'historien Jamaa Baïda, le Musée du Rif, dont ce colloque est la première grande étape, constitue un des grands axes du programme de mise en œuvre des recommandations de l'IER en matière d'histoire, d'archives et de mémoire.

IER

Un colloque sur le projet du Musée du Rif

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER) en matière d'archives, d'histoire et de mémoire, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) organise un colloque international, du 15 au 16 juillet à Al-Hoceima, sur le thème «Patrimoine culturel du Rif : Quelle muséographie ?». Un communiqué du CNDH indique que cette rencontre rassemblera plus de quarante chercheurs marocains et étrangers en provenance d'Espagne, d'Italie, du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne, spécialistes de l'histoire et du patrimoine culturel matériel et immatériel du Rif et de la muséographie. Plusieurs établissements publics (institutions du patrimoine, agences de développement, etc.) et de nombreux responsables de la société civile participeront aussi à ce séminaire afin d'enrichir, par leurs interventions et suggestions, le projet de création du Musée du Rif. Le colloque vise la mise à disposition, dans une approche multidisciplinaire, des travaux les plus récents sur l'histoire du Rif, son patrimoine matériel et immatériel en s'interrogeant sur les formes les plus pertinentes à travers lesquelles le futur Musée du Rif pourrait refléter les moments d'une histoire riche et passionnante.

soumis par admin le 12/07/2011

Rabat, 12/07/11- Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER) en matière d'archives, d'histoire et de mémoire, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) organise un colloque international, du 15 au 16 juillet à Al-Hoceïma, sur le thème "Patrimoine culturel du Rif: Quelle muséographie ?".

Tenu sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, ce séminaire est initié en collaboration avec la ville d'Al-Hoceïma, le Conseil régional Taza-Taouanate- Al-Hoceïma, avec le concours du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM) et de l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine (INSAP).

Un communiqué du CNDH indique que cette rencontre rassemblera plus de quarante chercheurs marocains et étrangers en provenance d'Espagne, d'Italie, du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne, spécialistes de l'histoire et du patrimoine culturel matériel et immatériel du Rif et de la muséographie.

Plusieurs établissements publics (institutions du patrimoine, agences de développement, etc.) et de nombreux responsables de la société civile participeront aussi à ce séminaire afin d'enrichir, par leurs interventions et suggestions, le projet de création du Musée du Rif.

Le colloque vise la mise à disposition, dans une approche multidisciplinaire, des travaux les plus récents sur l'histoire du Rif, son patrimoine matériel et immatériel en s'interrogeant sur les formes les plus pertinentes à travers lesquelles le futur Musée du Rif pourrait refléter les moments d'une histoire riche et passionnante.

Les contributions scientifiques porteront, entre autres, sur les sources et les archives de l'histoire du Rif, le patrimoine antique du Rif, le patrimoine anthropologique et ethnographique, ainsi que sur les atouts et les perspectives de muséalisation de la mémoire historique du Rif.

Après l'adoption par le Parlement d'une loi sur les archives et la mise en place de l'institution Archives du Maroc, établissement public dirigé par l'historien Jamaa Baïda, le Musée du Rif, dont ce colloque est la première grande étape, constitue un des grands axes du programme de mise en œuvre des recommandations de l'IER en matière d'histoire, d'archives et de mémoire.

source: MAP

mardi 12 juillet 2011

Le CNDH organise à Al Hoceïma un colloque international sur le patrimoine culturel du Rif

Rabat, 12/07/11- Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), organise, les 15 et 16 juillet courant à Al Hoceïma, un colloque international sur le thème: "Patrimoine culturel du Rif : quelle muséographie ?". Le Conseil a indiqué dans un communiqué que ce colloque, qui sera placé sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) en matière d'archives, d'histoire et de mémoire. Ce colloque rassemblera plus de quarante chercheurs marocains et étrangers en provenance d'Espagne, d'Italie, du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne, spécialistes de l'histoire et du patrimoine culturel matériel et immatériel du Rif et de la muséographie. Plusieurs établissements publics (institutions du patrimoine, agences de développement, etc.) et de nombreux responsables de la société civile participent également à cette rencontre afin d'enrichir, par leurs interventions et suggestions, le projet de création du Musée du Rif. Le colloque vise la mise à disposition, dans une approche multidisciplinaire, des travaux les plus récents sur l'histoire du Rif, son patrimoine matériel et immatériel en s'interrogeant sur les formes les plus pertinentes à travers lesquelles le futur Musée du Rif pourrait refléter les moments d'une histoire riche et passionnante, ajoute le communiqué. Les contributions scientifiques porteront ainsi sur des thèmes aussi divers que les sources et les archives de l'histoire du Rif, aux origines de l'Homme, patrimoine antique du Rif, patrimoine médiéval et moderne, patrimoine anthropologique et ethnographique, histoire du temps présent et patrimoine vivant et enfin, atouts et perspectives de muséalisation de la mémoire historique du Rif. Le Musée du Rif, dont ce colloque est la première grande étape, constitue un des grands axes du programme de mise en oeuvre des recommandations de l'IER en matière d'histoire, d'archives et de mémoire, indique le conseil. Ce colloque sera organisé en partenariat avec la ville d'Al-Hoceïma et le Conseil Régional Taza-Taouanate- Al-Hoceïma et le concours du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM) et de l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine (INSAP).



• **Le CNDH organise à Al Hoceima un colloque international sur le patrimoine culturel du Rif**

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), organise, les 15 et 16 juillet courant à Al Hoceima, un colloque international sur le thème: "Patrimoine culturel du Rif : quelle muséographie ?". Le Conseil a indiqué dans un communiqué que ce colloque, qui sera placé sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) en matière d'archives, d'histoire et de mémoire. Ce colloque rassemblera plus de quarante chercheurs marocains et étrangers en provenance d'Espagne, d'Italie, du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne, spécialistes de l'histoire et du patrimoine culturel matériel et immatériel du Rif et de la muséographie. Plusieurs établissements publics (institutions du patrimoine, agences de développement, etc.) et de nombreux responsables de la société civile participent également à cette rencontre afin d'enrichir, par leurs interventions et suggestions, le projet de création du Musée du Rif. Le colloque vise la mise à disposition, dans une approche multidisciplinaire, des travaux les plus récents sur l'histoire du Rif, son patrimoine matériel et immatériel en s'interrogeant sur les formes les plus pertinentes à travers lesquelles le futur Musée du Rif pourrait refléter les moments d'une histoire riche et passionnante, ajoute le communiqué.



ندوة دولية بالحسيمة حول مشروع متحف الريف والتراث الثقافي للمنطقة

ينظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان ندوة علمية دولية يومي 15 و16 يوليوز الجاري بالحسيمة حول موضوع "التراث الثقافي بالريف: أية تحافة؟"

وأفاد بلاغ للمجلس بأن الندوة، التي تنظم تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، تندرج ... في إطار تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف، التاريخ والذاكرة. وتعرف الندوة، التي تنكب على مناقشة مشروع متحف الريف بمشاركة أزيد من أربعين باحثا من المغرب وإسبانيا وإيطاليا والمملكة المتحدة وفرنسا وألمانيا مختصين في التاريخ والتراث الثقافي المادي وغير المادي بالريف وفي مجال التحافة. كما يشارك في هذه التظاهرة ممثلو عدد من المؤسسات العمومية (مؤسسات معنية بالتراث، وكالات التنمية...) فضلا عن فاعلين بالمجتمع المدني وذلك بغية الإسهام في هذا المشروع وعرض أحدث الأعمال العلمية التي تم إنجازها حول تاريخ الريف وتراثه المادي وغير المادي مع فتح النقاش حول أمثل الصيغ التي يمكن لمتحف الريف المقبل أن يعكس من خلالها لحظات من التاريخ الغني والمثير لمنطقة الريف. وتقارب المساهمات العلمية المبرمجة خلال الندوة مسألة المصادر والأرشيف في تاريخ الريف والتراث القديم للريف والتراث الوسيط والحديث للريف والتراث الأنثروبولوجي والإثني للريف والتاريخ الراهن والتراث الحي وأفاق حفظ ذاكرة تاريخ الريف في إطار متاحف. وأبرز بلاغ المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن متحف الريف، الذي تعد هذه الندوة أولى الخطوات على طريق إخراجه إلى حيز الوجود، يعد أحد أكبر محاور برنامج مواكبة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجالات التاريخ، الأرشيف والذاكرة. يذكر أن هذه الندوة الدولية تنظم بشراكة مع بلدية الحسيمة ومجلس جهة تازة، تاونات الحسيمة، كما تحظى بدعم مجلس الجالية المغربية بالخارج والمعهد الملكي للثقافة الأمازيغية والمعهد الوطني لعلوم الآثار والتراث

Al-Hoceïma accueille un colloque scientifique international sur le projet du Musée du Rif

Mardi, 12 Juillet 2011 12:00 MAP/ actu-maroc.com

Dans le cadre de la mise en Œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER) en matière d'archives, d'histoire et de mémoire, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) organise un colloque international, du 15 au 16 juillet à Al-Hoceïma, sur le thème "Patrimoine culturel du Rif: Quelle muséographie ?".

Tenu sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, ce séminaire est initié en collaboration avec la ville d'Al-Hoceïma, le Conseil régional Taza-Taouanate- Al-Hoceïma, avec le concours du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM) et de l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine (INSAP).

Un communiqué du CNDH indique que cette rencontre rassemblera plus de quarante chercheurs marocains et étrangers en provenance d'Espagne, d'Italie, du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne, spécialistes de l'histoire et du patrimoine culturel matériel et immatériel du Rif et de la muséographie.

Plusieurs établissements publics (institutions du patrimoine, agences de développement, etc.) et de nombreux responsables de la société civile participeront aussi à ce séminaire afin d'enrichir, par leurs interventions et suggestions, le projet de création du Musée du Rif.

Le colloque vise la mise à disposition, dans une approche multidisciplinaire, des travaux les plus récents sur l'histoire du Rif, son patrimoine matériel et immatériel en s'interrogeant sur les formes les plus pertinentes à travers lesquelles le futur Musée du Rif pourrait refléter les moments d'une histoire riche et passionnante.

Les contributions scientifiques porteront, entre autres, sur les sources et les archives de l'histoire du Rif, le patrimoine antique du Rif, le patrimoine anthropologique et ethnographique, ainsi que sur les atouts et les perspectives de muséalisation de la mémoire historique du Rif.

Après l'adoption par le Parlement d'une loi sur les archives et la mise en place de l'institution Archives du Maroc, établissement public dirigé par l'historien Jamaa Baïda, le Musée du Rif, dont ce colloque est la première grande étape, constitue un des grands axes du programme de mise en oeuvre des recommandations de l'IER en matière d'histoire, d'archives et de mémoire.

map_____

إدريس اليزمي يستعرض في واشنطن الدينامية الجديدة التي يشهدها مسلسل الإصلاحات في المغرب

أبرز إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أول أمس الإثنين بواشنطن، الدينامية الجديدة التي تميز مسلسل الإصلاحات في المغرب، عقب التصويت بكثافة على الاستفتاء الدستوري في فاتح يوليوز.

وأكد اليزمي، خلال لقاء نظّمته مجموعة التفكير «لو جيرمان مارشال فاند»، أن الدستور الجديد للمملكة المغربية يشكل «خارطة طريق» جديدة. كما توقف عند الإصلاحات «التي أطلقت منذ مدة طويلة وتشهد في الأشهر الأخيرة تسارعا ملحوظا»، مشيرا إلى أن هذا المسلسل أبرز الطابع المتفرد للتجربة المغربية.

وقال رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بهاته المناسبة، أن المملكة «أطلقت إصلاحات قبل مجيء الربيع العربي»، مذكرا بالمنجزات التي حققها المغرب في مجال حقوق الإنسان والتغييرات التي تضمنتها مدونة الأسرة. كما سجل الطابع العريق للنظام الملكي في المغرب، وتعددية المجتمع وإشراك مختلف مكونات المجتمع المدني في النقاش العام.

واستعرض السيد اليزمي أيضا أهم المستجدات التي تضمنها الدستور الجديد، والجهود المبذولة في مجال الدفاع والنهوض بالحقوق، وكذا الآليات الجديدة لمحاربة الرشوة.

كما استعرض مجموعة من المبادرات التي اتخذها المغرب في مجال حقوق الإنسان «والتي ليست معروفة (في الخارج) كمخطط العمل الوطني لحقوق الإنسان». وقال اليزمي في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء في هذا السياق «لدينا مخطط وطني لحقوق الإنسان تم وضعه خلال العامين الماضيين، بشراكة مع جميع الوزارات ومجموعة من الفاعلين بالمجتمع المدني، والذي ليس معروفا على سبيل المثال في الولايات المتحدة».

ويهدف هذا اللقاء، حسب السيد اليزمي، إلى إحداث شراكات مع أطراف أمريكية «والتي بإمكانها مساعدتنا في هذا المسلسل خلال السنوات المقبلة».

وتتميز لقاء مجموعة التفكير «لو جيرمان مارشال فاند» حول الإصلاحات الدستورية بالمملكة، بحضور أندرس ويمبوش، مدير العلاقات الدولية والحريات المدنية في هذه المجموعة، وديفيد كرامر، رئيس بيت الحرية (فيردام هاوس)، كبرى المنظمات غير الحكومية الأمريكية لحقوق الإنسان، وليلى حنفي، مديرة برنامج «مشروع العدالة العالمية».

ويقوم رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، منذ أمس بزيارة لواشنطن تستغرق ثلاثة أيام، وتروم استعراض الإصلاحات التي يتضمنها الدستور المغربي الجديد، بما فيها تلك المتعلقة بحقوق الإنسان.

وسيعقد السيد اليزمي خلال هذه الزيارة، التي تأتي بمبادرة من سفارة المغرب في الولايات المتحدة الأمريكية، لقاءات مع العديد من المسؤولين بالإدارة والكونغرس الأمريكيين، وكذا ممثلي المنظمات غير الحكومية لحقوق الإنسان.

El Yazami à Washington: «La nouvelle loi fondamentale, une nouvelle feuille de route»

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami a mis en avant, lundi à Washington, la nouvelle dynamique imprimée au processus de réformes au Maroc, à la suite du vote massif qui a sanctionné le référendum constitutionnel du 1er juillet. Lors d'une rencontre abritée par le German Marschall Fund (GMF), M. El Yazami a souligné que la nouvelle loi fondamentale du Maroc constitue une nouvelle "feuille de route". Il s'est également arrêté sur les réformes "lancées depuis bien longtemps et qui connaissent ces derniers mois une nette accélération", notant que ce processus fait la singularité de l'expérience marocaine.

Le Royaume a "lancé des réformes avant même l'avènement du Printemps arabe", a dit à cette occasion le président du CNDH, rappelant entre autres les avancées du Maroc en matière des droits de l'Homme et les changements apportés au Code de la famille.

Il a aussi mis en exergue le caractère séculaire de la monarchie marocaine, le pluralisme de la société ou encore l'implication des différentes composantes de la société civile dans le débat public. M. El Yazami a présenté ainsi les principales nouveautés contenues dans la constitution et expliqué les efforts mis en oeuvre en matière de défense et de promotion des droits, ainsi que les nouveaux mécanismes pour la lutte contre la corruption.

Il a aussi passé en revue un ensemble d'initiatives que le Maroc a pris en matière des droits de l'Homme "qui ne sont pas très connues (à l'étranger), comme le plan d'action national pour les droits de l'Homme".

"Nous avons un plan national des droits de l'Homme qui a été élaboré durant les deux dernières années, en partenariat avec l'ensemble des ministères et l'ensemble des acteurs de la société civile qui n'est pas très connu par exemple ici (aux États-Unis)", a expliqué, dans une déclaration à la MAP, M. El Yazami.



L'objectif, selon lui, est de nouer des partenariats avec des parties américaines "qui pourront nous aider dans ce processus dans les années à venir". La rencontre du GMF sur les réformes constitutionnelles dans le Royaume a réuni également Enders Wimbush, directeur des relations internationales et des libertés civiles au sein de ce think tank, David Kramer, président de Freedom House, une des principales ONG US des droits de l'Homme et Leila Hanafi, directrice de programme au World Justice Project.

M. El Yazami a entamé lundi une visite de trois jours à Washington visant à présenter les réformes contenues dans la nouvelle constitution marocaine, y compris celles ayant trait aux droits de l'Homme.

Au cours de ce séjour, qui intervient à l'initiative de l'ambassade du Maroc aux États-Unis, M. El Yazami devra avoir des rencontres avec plusieurs responsables de l'administration et du Congrès américains ainsi que des représentants d'ONG des Droits de l'Homme.

Pour Driss El Yazami, le Maroc « avance » avec ses « avancées »

Driss El Yazami quand il sévissait à la FIDH

Rabat.- Le président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), **Driss El Yazami**, se trouve actuellement aux Etats-Unis pour, comme ses prédécesseurs avant lui, vendre la « *démocratie marocaine* ».

Selon la MAP, El Yazami a emporté avec lui une copie de la nouvelle « *feuille de route* » qui attesterait que les réformes « *lancées depuis bien longtemps et qui connaissent ces derniers mois une nette accélération* ».

Le Maroc, a déclaré le patron de la boutique droits-de-l'homme du Makhzen a « *lancé des réformes avant même l'avènement du Printemps arabe* ». Il a ensuite énuméré ces « *avancées* » en matière de droits de l'Homme.

Ce qui est extraordinaire c'est qu'avec des pénitenciers pleins à craquer de prisonniers politiques, certains ayant été violés par des agents de la police politique (Merci YouTube !), et de pauvres bougres condamnés pour atteinte à l'ancienne sacralité, quand il ne s'agit pas de journalistes incarcérés ou interdits d'écriture, on trouve encore au Maroc des responsables qui parlent encore d' « *avancées* » dans les droits de l'homme.

Surtout après la mascarade du référendum de la nouvelle constitution octroyée où l'Etat a « *avancé* » tous ses moyens, humains et matériels, pour faire « *bien* » voter le peuple.

Mais bon, le fonctionnariat a de bon le fait qu'on peut pérorer des tonnes de bêtises sans être tenu pour responsable des non-sens débités.

Badr Soundouss

mardi 12 juillet 2011

Un moment passionnant de l'histoire du Maroc

Les nouvelles réformes constitutionnelles représentent «un moment passionnant de l'histoire du Maroc», a indiqué, lundi à Washington, Enders Wimbush, directeur des relations internationales et des libertés civiles au German Marschall Fund (GMF). «Les réformes annoncées par le Roi dans son discours du 17 juin dernier sont un moment passionnant de l'histoire marocaine», a dit M. Wimbush, lors d'une rencontre sur les réformes constitutionnelles au Maroc, abritée par le GMF. «C'est un pas courageux pour aller de l'avant», a-t-il souligné, notant que «la nouvelle constitution contient certaines réformes très importantes concernant les droits humains, reconnaît l'amazigh comme langue officielle aux cotés de l'arabe et donne plus de pouvoir au Premier ministre». La rencontre a été animée également par M. Driss El Yazami président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), qui a mis en avant la nouvelle dynamique imprimée au processus de réformes au Maroc, à la suite du vote massif ayant sanctionné le référendum constitutionnel du 1er juillet. Ont pris part aussi à ce débat David Kramer, président de Freedom House, une ONG américaine des droits de l'Homme et Leila Hanafi, directrice de programme au World Justice Project. Le Maroc offre une réponse «unique» aux aspirations à la démocratie dans la région arabe Suite au oui massif ayant sanctionné le référendum constitutionnel du 1er juillet, le Maroc a offert une réponse «unique» aux aspirations à la démocratie dans la région arabe, écrit lundi le New York Times, soulignant, dans ce contexte, la «vision à long terme» de S.M. le Roi Mohammed VI. «Suite à cette consultation référendaire, les pouvoirs des responsables élus seront renforcés», note la publication américaine de référence, faisant observer que l'approche pondérée qui préside à ce processus de réformes politiques constitue une «alternative» et un «contrepois» ! aux confrontations sanglantes qui entachent le Printemps arabe! . Citant un professeur à l'institut de recherche de Lyon pour les études politiques, le New York Times soutient qu'il est «certain que des gouvernements arabes seront inspirés par cette stratégie réussie» dans le but de satisfaire les aspirations démocratiques de leurs peuples. Le processus de réformes au Maroc, relève par ailleurs l'auteur de l'article Nadim Auda, s'inscrit dans le cadre d'une logique de consolidation dans la mesure où Sa Majesté le Roi avait, dès son accession au Trône, initié des réformes visant la modernisation du pays, à travers notamment le nouveau code de la famille et la promotion des droits de la femme. Le président de Freedom House loue l'action de S.M. le Roi et souligne l'exemplarité de l'expérience marocaine Suite au verdict «retentissant» du référendum du 1er juillet sur la Constitution, David Kramer, président de Freedom House, une des principales ONG américaines des droits de l'Homme, a loué l'action de S.M. le Roi Mohammed VI et mis en avant l'«exemplarité» de l'expérience marocaine en matière de réformes constitutionnelles. «Le référendum sur le projet de nouvelle Constitution a été sanctionné par un vote retentissant, à l'issue d'un processus consultatif inclusif», a souligné, lundi à Washington, le président de cette ONG qui oeuvre, de par le monde, à la promotion des libertés d'expression, d'association et de culte, ainsi qu'à la consolidation des droits de la femme. S'exprimant lors d'une rencontre sur les réformes constitutionnelles dans le Royaume, abritée par le German Marshall Fund (GMF), un think tank basé dans la capitale fédérale US, David Kramer a fait observer que le Souverain a répondu aux aspirations de son peuple et «fait la démonstration qu'une autre voie est possible» dans un monde arabe en proie à des convulsions sociopolitiques. Tout en qualifiant la tenue d'un référendum constitutionnel de «pas positif», il a affirmé que le Maroc «demeure ainsi sur sa trajectoire d'évolution pacifique», qui, selon lui, mérite d'être reproduite dans d'autres pays arabes. La nouvelle constitution marocaine procède d'une vision «avancée et moderne» La nouvelle constitution marocaine, adoptée le 1er juillet par référendum, procède d'une vision «avancée et moderne», a affirmé le président

du Parlement de la région italienne des Pouilles (sud-est), Onofrio Introna. Dans une lettre adressée au Consul général du Maroc à Palerme, Youssef Balla, le responsable italien a souligné le «tournant historique» que l'adoption de cette constitution marque pour le Royaume. M. Introna, qui a vanté les liens d'amitié qui unissent le Maroc à son pays et à sa région, a salué en particulier la constitutionnalisation d'institutions en charge de la protection de l'égalité, de la liberté et des droits de l'Homme ainsi que celle de la régionalisation. En optant pour l'autonomie régionale, le Maroc a choisi un système ! qui garantisse la démocratie et la participation et un instrument de croissance tant au plan institutionnel qu'au niveau social et économique, a-t-il écrit dans cette lettre dont la MAP a reçu une copie mardi. Le président du Parlement de la région des Pouilles s'est, par ailleurs, réjoui du droit ouvert aux étrangers résidant au Maroc de participer aux élections locales. L'article 30 de la constitution prévoit en effet la possibilité de cette participation «en vertu de la loi, de l'application de conventions internationales ou de pratiques de réciprocité».

الصبار يشارك بليتوانيا في ندوة حول المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في منطقة منظمة الأمن والتعاون بأوروبا

يشارك الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، في ندوة حول المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في منطقة منظمة الأمن والتعاون بأوروبا، وذلك بالعاصمة الليتوانية فيلنيوس يومي 13 و14 يوليوز 2011.

وأوضح بلاغ للمجلس أن هذه الندوة، التي تسهر على تنظيمها منظمة الأمن والتعاون بأوروبا، ترمي إلى توفير فضاء للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بمنطقة المنظمة لمناقشة أنشطة وأعمال هذه المؤسسات واستعراض الممارسات الفضلى في أفق تعزيز دورها وفعاليتها.

كما يسعى هذا اللقاء إلى استعراض الممارسات القائمة المرتبطة بتعاون وتفاعل المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان مع البرلمان والسلطات التنفيذية والقضائية والمجتمع المدني.

ويتضمن برنامج الندوة أربع جلسات تناقش مواضيع «تفاعل المؤسسات الوطنية والمجتمع المدني من أجل حماية أفضل لحقوق الإنسان» و«علاقة المؤسسات الوطنية بالبرلمان» و«علاقة المؤسسات الوطنية مع الحكومة؟ المسؤوليات المشتركة، التطلعات والنتائج» و«المؤسسات الوطنية وإدارة القضاء؟ الولوج إلى القضاء والتفاعل معه»، بالإضافة إلى أربع ورشات مخصصة لاستعراض ومناقشة الممارسات الفضلى القائمة.

وتعنى منظمة الأمن والتعاون بأوروبا، التي هي منظمة دولية للتعاون الأمني الإقليمي، بمنع نشوب الصراعات وإدارة الأزمات وإعادة التأهيل في مرحلة ما بعد الصراعات وتعمل، على سبيل الذكر لا الحصر، بمحاربة الاتجار في البشر ومكافحة الإرهاب والنهوض بالديمقراطية وحقوق الإنسان وسيادة القانون.

وبالإضافة إلى أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ستشهد هذه الندوة مشاركة ممثلي عدد من المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، من بينها المجلس القومي لحقوق الإنسان بمصر ومنتهدي آسيا المحيط الهادي للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان والمعهد الألماني لحقوق الإنسان والمؤسسة الوطنية لسولوفينيا واللجنة الوطنية لحقوق الإنسان باسكتلندا ومركز ممارسة حقوق الإنسان بجامعة بريستول واللجنة الأيرلندية لحقوق الإنسان واللجنة الوطنية لحقوق الإنسان بفرنسا ووسيط صربيا والمدافع عن الشعب بجورجيا وعدد من الخبراء الدوليين.



المغرب يشارك في لقاء دولي حول حقوق الإنسان

يشارك الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، في ندوة حول المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في منطقة منظمة الأمن والتعاون بأوروبا، وذلك بالعاصمة اللتوانية فيلنيوس اليوم الأربعاء وغدا الخميس 13 و 14 يوليوز 2011.

ويتجلى الهدف من هذه الندوة، التي تسهر على تنظيمها منظمة الأمن والتعاون بأوروبا في توفير فضاء للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في منطقة المنظمة لمناقشة أنشطة وأعمال هذه المؤسسات واستعراض الممارسات الفضلى في أفق تعزيز دورها وفعاليتها.

كما يسعى «اللقاء» إلى عرض الممارسات القائمة المرتبطة بتعاون وتفاعل المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان مع البرلمان والسلطتين التنفيذية والقضائية والمجتمع المدني.

ويتضمن برنامج هذه الندوة أربع جلسات تناقش «تفاعل المؤسسات الوطنية والمجتمع المدني من أجل حماية أفضل لحقوق الإنسان»، «علاقة المؤسسات الوطنية بالبرلمان»، «علاقة المؤسسات الوطنية مع الحكومة - المسؤوليات المشتركة، التطلعات والنتائج» و «المؤسسات الوطنية وإدارة العدل - الولوج إلى القضاء والتفاعل معه». بالإضافة إلى أربع ورشات مخصصة لاستعراض ومناقشة الممارسات الفضلى القائمة. ومنظمة الأمن والتعاون بأوروبا منظمة دولية تعنى بمنع نشوب الصراعات وإدارة الأزمات ومحاربة الاتجار في البشر ومكافحة الإرهاب.

Institutions nationales des droits de l'Homme

M. Sebbar participe à un colloque de l'OSCE en Lituanie

Le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Mohamed Sebbar, prendra part à un colloque sur les institutions nationales des droits humains de la région de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), prévu mercredi et jeudi prochains à Vilnius (Lituanie). Ce colloque organisé par l'OSCE vise à débattre des actions des institutions de défense des droits de l'Homme dans la région et à mettre en lumière les meilleures pratiques en la matière, en vue de conférer plus d'efficacité à leur rôle au service de la société, indique un communiqué du CNDH. Il s'agira également de mettre en relief les liens qu'entretiennent ces institutions avec les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi qu'avec la société civile. Au menu de ce colloque, figurent quatre séances consacrées aux actions conjointes des institutions nationales et de la société civile pour une protection optimale des droits de l'Homme et aux relations de celles-ci avec l'institution législative, le gouvernement et la justice.

الصبار يكشف للعالم التجربة الحقوقية المغربية المتطورة

يشارك الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، في ندوة حول المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في منطقة منظمة الأمن والتعاون بأوروبا، وذلك بالعاصمة اللتوانية فيلنيوس يومي 13 و14 يوليوز 2011.

وأوضح بلاغ للمجلس أن هذه الندوة، التي تسهر على تنظيمها منظمة الأمن والتعاون بأوروبا، ترمي إلى توفير فضاء للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بمنطقة المنظمة لمناقشة أنشطة وأعمال هذه المؤسسات واستعراض الممارسات الفضلى في أفق تعزيز دورها وفعاليتها.

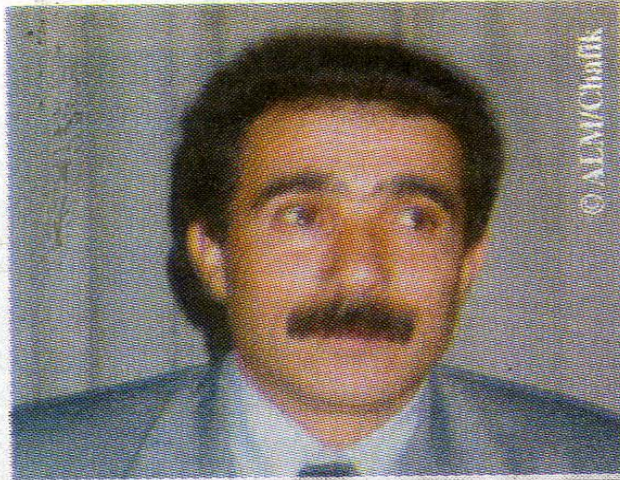
كما يسعى هذا اللقاء إلى استعراض الممارسات القائمة المرتبطة بتعاون وتفاعل المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان مع البرلمان والسلطين التنفيذية والقضائية والمجتمع المدني.

ويتضمن برنامج الندوة أربع جلسات تناقش مواضيع "تفاعل المؤسسات الوطنية والمجتمع المدني من أجل حماية أفضل لحقوق الإنسان" و "علاقة المؤسسات الوطنية بالبرلمان" و "علاقة المؤسسات الوطنية مع الحكومة؟ المسؤوليات المشتركة، التطلعات والنتائج" و "المؤسسات الوطنية وإدارة القضاء؟ الولوج إلى القضاء والتفاعل معه"، بالإضافة إلى أربع ورشات مخصصة لاستعراض ومناقشة الممارسات الفضلى القائمة.

وتعنى منظمة الأمن والتعاون بأوروبا، التي هي منظمة دولية للتعاون الأمني الإقليمي، بمنع نشوب الصراعات وإدارة الأزمات وإعادة التأهيل في مرحلة ما بعد الصراعات وتعمل، على سبيل الذكر لا الحصر، بمحاربة الاتجار في البشر ومكافحة الإرهاب والنهوض بالديمقراطية وحقوق الإنسان وسيادة القانون.

وبالإضافة إلى أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ستشهد هذه الندوة مشاركة ممثلي عدد من المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، من بينها المجلس القومي لحقوق الإنسان بمصر ومنتمدى آسيا المحيط الهادي للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان والمعهد الألماني لحقوق الإنسان والمؤسسة الوطنية لسيلوفينيا واللجنة الوطنية لحقوق الإنسان باسكتلندا ومركز ممارسة حقوق الإنسان بجامعة بريستول واللجنة الأيرلندية لحقوق الإنسان واللجنة الوطنية لحقوق الإنسان بفرنسا ووسيط صربيا والمدافع عن الشعب بجورجيا وعدد من الخبراء الدوليين.

Sebbar en Lituanie



• Mohamed Sebbar.

Le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Mohamed Sebbar, prend part à un colloque sur les institutions nationales des droits humains de la région de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), prévu aujourd'hui et demain à Vilnius (Lituanie). Ce colloque organisé par l'OSCE vise à débattre des actions des institutions de défense des droits de l'Homme dans la région et à mettre en lumière les meilleures pratiques en la matière, en vue de conférer plus d'efficacité à leur rôle au service de la

société, indique un communiqué du CNDH.



M. Sebbar participe à un colloque de l'OSCE en Lituanie sur les institutions nationales des droits humains

Le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Mohamed Sebbar, prendra part à un colloque sur les institutions nationales des droits humains de la région de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), prévu mercredi et jeudi prochains à Vilnius (Lituanie). Ce colloque organisé par l'OSCE vise à débattre des actions des institutions de défense des droits de l'Homme dans la région et à mettre en lumière les meilleures pratiques en la matière, en vue de conférer plus d'efficacité à leur rôle au service de la société, indique un communiqué du CNDH. Il s'agira également de mettre en relief les liens qu'entretiennent ces institutions avec les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi qu'avec la société civile. Au menu de ce colloque, figurent quatre séances consacrées aux actions conjointes des institutions nationales et de la société civile pour une protection optimale des droits de l'Homme et aux relations de celles-ci avec l'institution législative, le gouvernement et la justice. De même, quatre ateliers se tiendront pour discuter des bonnes pratiques auxquelles les institutions nationales ont recours en matière de protection des droits humains. Le colloque sera marqué par la participation de représentants des institutions nationales des droits de l'Homme de la région de l'OSCE, dont le conseil national des droits de l'Homme d'Egypte, le forum Asie-Pacifique des institutions nationales des droits de l'Homme, l'Institut allemand pour les droits de l'homme, l'institution nationale de Slovénie, le comité national des droits de l'Homme d'Ecosse, le Centre des droits de l'Homme de l'Université de Bristol, la commission irlandaise des droits de l'Homme, la commission nationale des droits de l'Homme (France), le médiateur de Serbie, le défenseur du peuple (Géorgie) et nombre d'experts internationaux.



الصبار يناقش بلتوانيا تفاعل المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان مع البرلمان والمجتمع المدني

مراسلين، عين على مجتمع: نشر في 12 يوليو، 2011. تحت تصنيف

يشارك محمد الصبار، أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، غدا الأربعاء وبعد غد الخميس، بالعاصمة اللتوانية فيلنيوس، في ندوة حول المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في منطقة منظمة الأمن والتعاون بأوروبا.

ويتجلى الهدف من هذه الندوة، التي تسهر على تنظيمها منظمة الأمن والتعاون بأوروبا، وهي منظمة دولية للتعاون الأمني الإقليمي تعنى بمنع نشوب الصراعات وإدارة الأزمات وإعادة التأهيل في مرحلة ما بعد الصراعات وتعمل، على سبيل الذكر لا الحصر بمحاربة الاتجار في البشر، مكافحة الإرهاب، الترويج للديمقراطية وحقوق الإنسان وسيادة القانون...، حسب بلاغ للمجلس توصلت مراكش بريس بنسخة منه، في توفير فضاء للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في منطقة المنظمة لمناقشة أنشطة وأعمال هذه المؤسسات واستعراض الممارسات الفضلى في أفق تعزيز دورها وفعاليتها.

كما يسعى هذا اللقاء كذلك، إلى عرض الممارسات القائمة المرتبطة بتعاون وتفاعل المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان مع البرلمان والسلطتين التنفيذية والقضائية والمجتمع المدني.

ويتضمن برنامج هذه الندوة، حسب المصدر ذاته، أربع جلسات تناقش "تفاعل المؤسسات الوطنية والمجتمع المدني من أجل حماية أفضل لحقوق الإنسان"، "علاقة المؤسسات الوطنية بالبرلمان"، "علاقة المؤسسات الوطنية مع الحكومة - المسؤوليات المشتركة، التطلعات والنتائج" و"المؤسسات الوطنية وإدارة العدل - الولوج إلى القضاء والتفاعل معه"، بالإضافة إلى أربع ورشات مخصصة لاستعراض ومناقشة الممارسات الفضلى القائمة.

يذكر، أنه بالإضافة إلى أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ستشهد هذه الندوة مشاركة ممثلي عدد من المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، من بينها المجلس القومي لحقوق الإنسان بمصر، منتدى آسيا المحيط الهادي للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، المعهد الألماني لحقوق الإنسان، المؤسسة الوطنية لسيلوفينيا، اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان باسكتلندا، مركز ممارسة حقوق الإنسان بجامعة بريستول، اللجنة الأيرلندية لحقوق الإنسان، اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان بفرنسا، وسيط صربيا، المدافع عن الشعب بجورجيا وعدد من الخبراء الدوليين.

المجلس الوطني لحقوق الإنسان ودوره كآلية للنهوض بثقافة حقوق الإنسان

المسار الديمقراطي في مراقبة العمليات الانتخابية، وبعد أن استعرض عدداً من الفصول، التي تضمنها الدستور الجديد الذي صادق عليه الشعب المغربي خلال الاستفتاء الأخير والمتعلقة بمجال حقوق الإنسان، أكد الصبار أن الدستور الوليد يعتبر بحق «صكا لحقوق الإنسان» حيث أنه أورد نصوصاً لم تكن واردة حتى في توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ومنها دسترة المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

وأكد أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان حصل على مصداقية واعتراف دوليين مما جعل الكل يعتبر أن «المغرب أضحى يمثل نقطة مضيئة في منطقتنا»، غير أن شدد على ضرورة مواصلة العمل لتفعيل عمل المجلس وكل ما ورد في الدستور الجديد لتحقيق طموحه في أن يرتقي المغرب إلى مصاف ديمقراطيات الضفة الشمالية للبحر الأبيض المتوسط، وذكر أن المجلس، قام في إطار ديناميته الجديدة، بعدد من الأعمال الإيجابية مما ساهم في تحقيق نوع من الإفراج السياسي الجزئي، مورداً في هذا السياق تمتع بعض أعضاء السلفية الجهادية بالعمو، والإعلان عن توثيق توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة واقترح الوسائل الكفيلة بعدم تكرار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان والنصدي لها، بالإضافة إلى المساعي المبذولة للإفراج عن مدير جريدة «المساء» الصحفي رشيد نيني الذي أعلن أنه قام بزيارته مرتين في المعتقل.

وأثناء إلقاء محمد الصبار كلمته، كان بعض المتدخلين يقاطعونه ويرفعون بين الفينة والأخرى شعارات تندد بوضعية حقوق الإنسان بالمغرب، وبلغت الاحتجاجات ذروتها حين وجه محمد الصبار اتهامات لحركة 20 فبراير باقتحام المجلس الوطني لحقوق الإنسان والعبث بمحتوياته وتخريب ممتلكاته، فقاموا بعرقلة سير الندوة، داعين إلى سحب هذا الاتهام قبل مواصلة عرضه، وهو ما رفضه جملة وتفصيلاً بالقول «والله وأخا تعلقوني ما نسحب كلامي» لأنه حقيقة ناصعة مسجلة وتشهد عليها عدة منظمات حقوقية، وبعد محاولات عدة لتقريب وجهات نظر الجانبين، تمسك كل طرف بموقفه مما حدا بأعضاء حركة 20 فبراير وجمعية المعتقلين إلى الانسحاب من القاعة، وهو ما أتاح للسيد محمد الصبار إتمام عرضه بعد أن أعرب عن الأسف عن مغادرة المحتجين ورفضهم الخوض معه في حوار هادئ يستفيد منه الجميع.

وفي ختام عرضه، اجاب محمد الصبار على عدة تساؤلات للرد على منتقديه، حيث أوضح بهذا الخصوص أنه لم يغير قناعاته طمعا في المنصب أو المال، مبرزا أن الراتب الذي ستقاضاه في هذا المنصب أقل مما يحصل عليه في مهنة المحاماة، وقال إن المجلس يشتغل إلى جانب جلالة الملك، كما هو الحال في جميع الدول الديمقراطية التي تعمل

شكل موضوع المجلس الوطني لحقوق الإنسان ودوره كآلية للنهوض بثقافة حقوق الإنسان والحريات الأساسية وحمايتها وتعزيز المبادئ الديمقراطية، محور ندوة نظمت مساء أمس الجمعة 8 يوليوز برحاب كلية الآداب والعلوم الإنسانية ببني ملال أطرها الأمين العام للمجلس السيد محمد الصبار، وحضرتها جمعية المعتقلين ببني ملال التي احتلت الجزء الأكبر من مكان الندوة، وخلال هذه الندوة، المنظمة من طرف جريدة «ملفات تادلة» وجامعة المولى سليمان بشراكة مع مجلس جهة تادلة أزيلال، وقد تطرق محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى الحديث عن دور واختصاصات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المؤسس بمقتضى الدستور الجديد يرتقي به من مجرد هيئة استشارية إلى مجلس وطني يعمل بصلاحيات واسعة طبقا للمعايير المعمول بها على الصعيد الدولي، خاصة مبادئ باريس المتعلقة بنظام وسيز المؤسسات الوطنية التي تعمل في مجال حقوق الإنسان والنهوض بثقافتها وحمايتها، وفي هذا الإطار، ذكر الصبار بأن المجلس، الذي حرص الظهير على أن تجمع تشكيلته بين التعددية والكفاءة والخبرة وتمثيلية المرأة والتمثيلية الجهوية، يعتبر مؤسسة بسيطة تعمل في استقلالية تامة، ولا علاقة لها بالسلطة التنفيذية، ولها أدوار محددة تتمثل في النهوض بثقافة حقوق الإنسان وحمايتها والتربية عليها. وأضاف أن أعضاء المجلس سيتم اختيارهم بعد التشاور من بين الشخصيات التي لها خبرة وتجربة في مجال حقوق الإنسان، ومن الجمعيات والمنظمات غير الحكومية والبرلمان، إلى جانب وجوه فكرية وأسماء تمثل نقابات التعليم العالي والأطباء والقضاة والمحامين والإعلام، بالإضافة إلى العلماء وبعض الكفاءات الحاملة للإعانة لتكون تركيبة المجلس متوازنة ولها تنوع جغرافي وديني ومهني وجوهي.

وأشار إلى أنه سيكون من اختصاصات المجلس، الذي لم يتم بعد اختيار أعضائه ومن بينهم ثمانية يعينهم جلالة الملك من الشخصيات المشهود لها بالخبرة الواسعة ومساهمتها القيمة على الساحتين الوطنية والدولية، المشورة والمراقبة والتحذير الاستباقي وتقييم وضعية حقوق الإنسان، علاوة على التفكير وإثراء النقاش بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان عبر مجموع التراب الوطني، وإعداد تقرير سنوي إلى جانب تقارير متخصصة أو موضوعاتية تعرض على أنظار جلالة الملك، وذكر أنه بإمكان المجلس، بمبادرة منه أو على أساس شكاوى، القيام بتحقيقات ودراسة حالات المساس أو مزاعم بانتهاك حقوق الإنسان، وزيارة أماكن الاعتقال والاحتجاز ومراقبة ظروف السجناء، ودراسة مدى ملاءمة النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل مع المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان وبالقانون الدولي، كما يعمل من جهة أخرى في إطار مساهمته في تعزيز

زيارتهم، التي لم تكن مفاجئة، للمكان المفترض أية دلائل توجي بوجود معتقل سري به مشددا على كلمة (في إبان زيارتهم). وجدير بالذكر أن تشكيلة المجلس الوطني لحقوق الإنسان يتكون، حسب الظهير الشريف المؤسس له، من ثمانية أعضاء يعينهم جلالته الملك، وأحد عشر عضوا يتم اقتراحهم من قبل منظمات غير حكومية نشيطة في مجال حقوق الإنسان ومشهود لهم بعملهم الجدي في هذا المجال، إضافة إلى ثمانية أعضاء يتم ترشيحهم من قبل رئيسي غرفتي البرلمان، حيث يختار رئيس مجلس النواب عضوين من بين البرلمانيين بعد استشارة الفرق البرلمانية، وعضوين من بين الخبراء المغربية العاملين ضمن الهيئات الدولية المعنية بحقوق الإنسان، أما رئيس مجلس المستشارين فيختار أربعة أعضاء يتم اقتراحهم من قبل الهيئة أو الهيئات التي تمثل على التوالي الأساتذة الجامعيين والصحفيين المهنيين والهيئة الوطنية للأطباء وجمعية هيئات المحامين بالمغرب، كما يضم المجلس عضوين يتم اقتراحهما من قبل المجلس العلمي الأعلى، وعضو واحد تقترحه الودادية الحسنية للقضاة، ويتمتع الرئيس والأمين العام وأعضاء المجلس الوطني لحقوق الإنسان بحماية تضمن لهم ممارسة مهامهم باستقلالية وهم ملزمون بالتحفظ وكتمان السر.

عبد السلام بورقية

فيها المجالس الحقوقية إلى جانب قاداتها ومن بينها فرنسا وأسبانيا، داعيا إلى عدم تبخيس العمل التي تم القيام به في هذا المجال من طرف المجلس أو المجالس السابقة لأن في ذلك تحقير لنضال الشعب المغربي الذي قدم أفراده تضحيات جسام في سبيل الوصول إلى هذه اللحظة التاريخية، مؤكدا أن مغرب اليوم ليس هو مغرب أمس، وأضاف أنه تم تحقيق العديد من المكتسبات في مجال النهوض بحقوق الإنسان في المغرب، غير أنه ما زال ينتظرنا الكثير، خاصة بعد أن وقع منحى تراجعي كبير لحقوق الإنسان في العالم بعد أحداث 11 دجنبر بالولايات المتحدة، مما جعل العديد من الأنظمة الديمقراطية تتخذ إجراءات تنتهك أبسط المبادئ الأساسية لحقوق الإنسان، مقدما أبرز دليل على ذلك وقوع ممارسات لا إنسانية بمعنقل غوانتانامو وحجز واستنطاق المواطنين الأبرياء بعدد من المطارات الأوروبية. وفي معرض رده على الانتقادات الموجهة لعمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان، تساءل محمد الصبار أين هو المجلس الآن، فهو لم يتكون بعد، وما يتم القيام به حاليا هو مجرد مبادرات لرئيسه وأمينه العام في انتظار الإعلان عن تشكيلة المجلس، وبخصوص البيان الصادر عن المجلس الذي يؤكد فيه عدم وجود أي معتقل سري بتمارة، ذكر الصبار أن البيان كان واضحا، حيث ذكر أن أعضاءه لم يجدوا خلال

20 فبراير وعاطلو بني ملال يتهمون الصبار بـ"العمالة"

الثلاثاء، 12 يوليو 2011 10:20

استقبل مجموعة من شباب 20 فبراير وأعضاء من جمعية العاطلين، فرع بني ملال، محمد الصبار رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان فرع بني ملال بالشعارات المناوئة لمجلسه، متهمين إياه بـ"العمالة للمخزن بعد أن تراجع عن موافقه اليسارية وأصبح محسوبا على الحمايم بدل الصقور". وحال الشباب الغاضب الذي ملأ جنبات مدرج كلية السلطان مولاي سليمان ببني ملال دون انطلاقة العرض الذي أشرفت على

تنظيمه كل من جريدة ملفات تادلة وجامعة السلطان مولاي سليمان بشراكة مع المجلس الجهوي لجهة تادلا أزلال المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أي دينامية"، السبت الماضي، في وقته المحدد، إذ حضر محمد الصبار لتأطيره في إطار التعريف بدور المجلس في النهوض بمستجدات ثقافة حقوق الإنسان في المغرب

واشتدت وتيرة غضب المحتجين أثناء تدخل محمد الحجام مدير جريدة ملفات تادلة الذي تمنى في كلمته الموجهة إلى الشباب الحانق أن يستيقظ يوما ليجد فائتات شقراوات يرقصن ويملأن شوارع المغرب، لكن احتجاجات الغاضبين في القاعة قضت مضجعه وأيقظته من حلمه الذي استعاره من فكرة الفنان الساخر أحمد السنوسي " بيزيز" إذ أجبر على تقديم اعتذار صريح للغاضبين الذين لم يفهموا قصده ومراده

واستعرض محمد الصبار، في عرضه، بعد أن هدأت خواطر المحتجين قليلا، دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان في نسخته الثانية إذ تميز، حسب قوله، بخصوصيات جديدة استحضرت البعد الحقوقي في كونيتها وشموليتها ما ميزها عن سابقتها لتصبح تجربة فريدة يحتذى بها في دول العالم

وسرد الصبار أهم النتائج التي حققها المجلس في مجال انتهاكات حقوق الإنسان التي شهدها المغرب خلال سنوات الرصاص، وكان آخر إنجازاتها تعليق سجناء مدينة خريبكة مساء السبت الماضي اعتصامهم بعد تدخل المجلس، إضافة إلى التعرف على مصير 878 حالة، مع تنظيم جلسات الاستماع مع المتضررين ما حقق رجة كبيرة بلغ صداها إلى مختلف بقاع المعمور، مشيرا إلى رغبة المجلس في تدشين مقبرة تازمارات بعد ستة أشهر المقبلة وأشار الصبار إلى مستجدات الدستور الجديد الذي اعتبره حاملا مشروع إرساء دولة المواطنة عبر التزامات كل الأطراف المتعاقدة باحترام حقوق الإنسان وإيجاد مؤسسات لحمايتها. كما جرم الدستور الجديد كافة أشكال التعذيب والاختفاء القسري والشطط، ودسترة الحق في التجمهر والتظاهر السلمي، والتنصيب على التنمية المستدامة وحقوق الأجيال المقبلة والمساواة الكاملة بين المرأة والرجل وترسيم الأمازيغية

ولم تسلم جرة الصبار حين اتهم محمد الصبار مناضلي ومناضلات الجمعية الوطنية لحملة الشهادات المعطلين بالمغرب بالهجوم على مقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان خلال المعركة الوطنية التي خاضتها تحت شعار «من أجل سياسة وطنية ديمقراطية شعبية في ميدان التشغيل»، إذ طالب أعضاء الجمعية بسحب ما جاء في كلامه من اتهامات، إلا أن المحاضر رفض سحب تعليقه ما اضطر سكرتارية تنسيق بني ملال إلى الانسحاب مرددين شعارات تندد بما صدر عن الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان

من جانبهم، اعتبر متنبعو ندوة بني ملال السبت الماضي، أن أعضاء جمعية المعطلين ببني ملال حضروا إلى ندوة بني ملال، مسلحين بكل أساليب النسف وتحقير المتدخلين قبل انطلاق فعاليات الندوة، بل كان كل من حاول تنييمهم عن أفعالهم ينال الشتم والسباب، سيما أنهم لم يحتكموا إلى الحوار والنقاش الهادئ، إذ كانت ترفع شعارات تسيء إلى محمد الصبار الذي طالب أكثر من مرة الدخول في نقاش هادئ ورسين لتوضيح كل الحقائق المغلوطة. وعابت المصادر ذاتها على منظمي الندوة اختيارهم وقتا غير مناسب لتنظيم نشاط حساس في ظروف دقيقة تقتضي استحضار بعد النظر قبل اتخاذ قرارات تكون مضارها أكثر من نفعها، سيما أن الشباب المغربي يعيش فورة وغليانا ما يتطلب حلولا ناجعة لكل المشاكل القائمة بدل صناعة كلام متشع بأحلام لا تزيد الوضع إلا توترا

(سعيد فالق (بني ملال)

بنبركة

أعلن محمد الصبار، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، عن تشكيل فريق عمل للنظر في ملف المهدي بنبركة، وإقامة نصب تذكاري له بالمعتقل السري السابق (تازمامارت).
وكشف الصبار الذي تحدث خلال ندوة حول: "المجلس الوطني لحقوق الإنسان أية دينامية" أقيمت بكلية الآداب والعلوم الإنسانية ببني ملال مؤخرا، أن أعضاء المجلس سيجري اختيارهم في القريب العاجل بشكل تشاوري، دون أن يكشف عن هويتهم، ومن بينهم شخصيات لها تجربة في المجال الحقوقي وجمعيات ومنظمات غير الحكومية.

حكاية 20 ألف مغربي تعرضوا لتسمم أطباهم بعاهات مستديمة

أعدت الاحتجاجات التي خاضها ضحايا الزيوت المسمومة مؤخرا أمام وزارة المالية قضية الزيوت المسمومة إلى واجهة الأحداث. «المساء» تفتفي آثار الملف وتحفر في جذوره التاريخية وتعيد تركيب فصوله. في هذا التحقيق، يتداخل الماضي بالحاضر وتمتزج المعاناة بالاحتجاج لضحايا تجرعوا مرارة «50 سنة من العذلة»...

ضحايا الزيوت المسمومة.. قصة خمسين سنة من المعاناة

Revue de Presse du

محمد أحداد

تشير بعض المقالات الصحافية التي نشرت في إبان وقوع كارثة الزيوت المسمومة إلى أن الكميات التي كانت متوفرة في المخازن في تلك الفترة كانت كافية لتسليم المضرِب كله..

من تناولوا الزيوت المسمومة، لتبدأ بذلك معركة قانونية جديدة، اعتقد الضحايا أنها ستقود إلى القبض على المجرمين وإلى محاكمتهم وإنزال أقصى العقوبات في حقهم وبإنصاف الضحايا. «أش تقول لك الولدي» مثلو علينا مسرحية وحنا ما كان فيدينا ما نديرو... يسترجع الحسن اليماني، بغير قفل من الحسرة بنا حترى في سنة 1959، حيث أطلقت السلطات سراح المجرمين في نفس السنة وكان السلطة لم يكن يعينها أمر 20 ألف مغربي، الذين صاروا بعد الحادثة يترقبون موعد الموت لتخطفهم، كما حطفت آخرين قبيلهم، يردف اليماني، وقسمات وجهه تمنح الانطباع أن قلبه يعترض الما...

يقول الحسن اليماني، رئيس العصبة المغربية لضحايا الزيوت المسمومة، الذي يتناوب ملفا بحوي أوراها بآلة ومقالات صحافية تعود إلى خمسينيات القرن الماضي، إن عدد الضحايا استقر في 2000 حالة في سنة 1971، مما يعني أن 18 ألف شخص آخرين قد لقوا حتفهم من جراء تناولهم الزيوت المسمومة. ومع ذلك لم تلتفت إلينا الدولة، رغم وجود تلهير ملكي يقر بتعويضنا...

ضحايا بلون تعويض

حملت الإحلام فاطمة البحري، التي «حكّم» عليها بملازمة كرسي متحرك منذ أن تناولت في طعامها الزيوت المسمومة، إلى عوالم أخرى بعيدة عما عاشته ذات صيف فائض سنة 1959، وصارت تمنى نفسها أن يكون جميع ما عاشته ساعته من مصائب مجرد كابوس عابر، لكن سرعان ما بغاندها الحلم، ثم تلتقط أنفاسها وتندس بكلام غير مفهوم بالكاد تكف مضامينه: «أش أنا 50 سنة تخمسي على هاد الكرسي وما زال ما نفاوض نعطوننا حقنا...» وأش هادو يهود ولا شنو، أولدي كتب هادشي فالجريدة ديالكوم، بغينا حقنا... أصبحت فاطمة يشلل نصفي أجريها إن تقتعد الكرسي المتحرك لنصف قرن من الزمن. لم تجد فاطمة ما تعيل بها ابنا الوحيد بعد موت زوجها. أخذت فاطمة نفسها طويلا وأطلقت زهرة حارة قيل إن تواصل حديثها للمساء، فائلة: «الظاهر أن الأقدار تفرغت لي، فابني أصيب بدوره، يشلل نصفي، طبعاً لا علاقة له بالزيوت المسمومة، لا قدرة لي على إعالة ابني، الذي يحتاج إلى عناية خاصة، وهل ستكفي 1000 درهم، التي تمنحها لنا الدولة شهرياً، لسد الرمق...»

قرب فاطمة، تتكى عائشة الشاوي على كرسي متحرك قديم، تغالب عائشة دموعها، وهي تتذكر قصص بعض

واستناداً إلى تلك المقالات الصحافية فإن مدينتي فاس والدار البيضاء شكلتا البؤرتين الرئيسيتين لتوزيع تلك الزيوت.

موت وشلل

بينما كان المغاربة يقولون على اقتناء زيت «الغزال»، معقدين أن الدولة شرعت، فعلاً، في التفكير في الطبقات الفقيرة من الشعب التي أنقذها الفقر بفعل تعاقب سنوات الجفاف والوضعية الكارثية التي صار عليها مغرب ما بعد الاستقلال، بدأت المستشفيات المغربية، على قلتها، تستقبل الكثير من حالات التسمم، التي «حار» الأطباء في رصد أسبابها. لكن التزايد الهائل لهذه الحالات جعل السلطات الصحية تعمق أحاسيسها للتحلص، في الأخير، إلى أن السبب الحقيقي هو تناول زيوت مسمومة. كاشحت الحمصيلة النهائية للمتضررين ثقيلة جداً: 20 ألف مغربي تسمموا، من بينهم أطفال، «ذبحهم الوحيد أنهم استمتعوا لبرهة بما جادت به أمهاتهم من أطعمة قبل أن يكتشفوا أن العالم أمسى أصغر من حلمهم»، تقول فاطمة البحري، بكلام منقطع يشي بحزنها الدفين. ولم تتوقف القصة التراجيدية عند هذا الحد، فقد أعلنت السلطات الصحية، في نفس السنة، عن وفاة العشرات

في عز اشتعال فتيل الحرب العالمية الثانية، وبالضبط في سنة 1942، وبعد أن بدأ أن ألمانيا، بزعامه أدولف هتلر، تحقق انتصارات في مختلف الجبهات، قررت الولايات المتحدة الأمريكية التدخل لمساندة الحلفاء. تدخل كانت أمريكا تتوخى من ورائه تشديد الخناق على المد النازي عبر السيطرة على المناطق الإستراتيجية. ولذلك فإنها قامت بإتزال عسكري مكثف على الجبهة المتوسطية وأصبح المغرب، بذلك، قاعدة جوية أساسية لاحتضان القوات الأمريكية بالنظر إلى موقعه الجغرافي الإستراتيجي. إلى هنا يبدو الأمر عادياً جداً، لكن حين وضعت الحرب أوزارها واستطاع الحلفاء، بدعم أمريكي، دحر ألمانيا، استمرت القواعد الأمريكية في المغرب. وفي يوليو سنة 1959، وقع المغرب والولايات المتحدة الأمريكية اتفاقية تتبادر بموجبها القوات التي كانت مرابطة بكل من القنيطرة، التواصر، ابن سليمان وسيدي يحيى الغرب.

لم يكن الألاف من المغاربة، وقتئذ، يدركون أن قرار مغادرة القوات الأمريكية قواعدها الجوية سيؤدي إلى وقوع مأساة إنسانية حقيقية ستتضح معالمها، يشترح جويليل الحسن اليماني، رئيس العصبة المغربية لمرضى الزيوت المسمومة، حين تمكنت بعض الأيادي من الوصول إلى كميات كبيرة من المواد السامة خلقتها تلك القوات في العديد من المدن. في هذه القرية بالذات، بدأت هذه الأيادي في حيك فصول «جريمته» بعناية شديدة، دون أن تشير أنتباه السلطات، فعمدت إلى استقدام المواد السامة إلى مدينة مكناس، وبالتحديد إلى محل في ملك الدولة المغربية، لصنع زيوت «الغزال» تظل يوابته الموصدة إلى حد اليوم على الجهة الغربية لضريح المولى إسماعيل.

في مكناس اكتشفت الأيادي غير المعروفة «وصفتها العجيبة»، فقامت بمزج 67 في المئة من المادة الكيميائية السامة، التي تسمى اختصاراً بالفرنسية «TOCP»، وهي مادة عديمة اللون والرائحة بـ33 في المئة من الزيوت النباتية الغذائية العادية في قارورة زجاجية من سعة لتر واحد. لا شيء كان يهم مرتكبي هذه الجريمة الشنيعة سوى ضمان وسيلة للربح السريع، أما صحة المواطنين، كما يقول الضحايا الذين استمعت إليهم «المساء» فكانت من «من قبيل النكتة التي تثير السخرية».

إفر ذلك، تم توزيع زيت «الغزال»، المشهورة آنذاك، على أساس أنها زيت طبيعية خالصة، في أماكن متفرقة من المغرب في مقدمتها الناظور، الحسيمة، تاونات، كرسيف، بركان ووجدة. والأخطر في كل فصول هذه الحكاية أن هذه الزيوت بيعت بأثمان بخسة، رغبة من مروجيها في التخلص منها بسرعة، الشيء الذي جعل المغاربة يقبلون على شرائها بتهلف. ثم ما لبثت زيت «الغزال»، كما كان يخالها المغربية، تنتشر في مدن مغربية أخرى من مثل خنيفرة، الحاجب، أزرو، العيون والراشدية بل ووصلت، في مرحلة متأخرة، إلى مدينة المحمدية. وتشير بعض المقالات الصحافية التي نشرت في إبان وقوع كارثة الزيوت المسمومة إلى أن الكميات التي كانت متوفرة في المخازن في تلك الفترة كانت كافية لتسليم المغرب كله.. وتؤكد تلك المقالات، بما لا يدع مجالاً للشك، أن هذا السم قاتل، يشلل التجارب التي أجريت على أرانب ماتت بعد فترة قصيرة من تطعيمها بالزيت المسموم.



إحدى ضحايا تناول الزيوت المسمومة بالخميسات

صديقاتها اللاتي توفين بسبب هذه الزيوت المسمومة. تستحث ذاكرتها على استرجاع ما حدث. كان شيخ الموت يطارد عائشة الشاوي في صحتها وفي نومها، فقد أيقنت أن الموت أصبح قدراً لا مناص منه، بعد أن تواترت قصص الموتى في بعض المدن المغربية: «ماتو بزاف ديال الناس ومنهوم شي وحدين من العائلة ديالي قالحفشات... غير أن ما نحر في نفس عائشة كثيراً هو عدم رغبة الدولة في تعويضهم وإخلافها كل وعودها بشأن تفعيل الظهير الملكي الصادر سنة 1960.

تشابكت الأسئلة في ذهن هشام، أحد أبناء الضحايا، وهو يجيب عن أسئلة «المساء»، فهو، كما يقول، لا يستطيع أن يتحمل رؤية أمه ملازمة كرسيها المتحرك: «لا أستطيع أن اتقبل فكرة التفرس في وجه أمي وهي تنتقل بين الخميسات والرباط بشكل دوري للاحتجاج، بغاية استرداد حقوقها المهضومة». رغم أن سن هشام لم يتجاوز 10 سنين، فإن طريقة كلامه توحى بأنه مُلم بكل تفاصيل الملف، فمراقبته أمه في كل تنقلها نحو الرباط جعلته يدرك حجم المعاناة التي يكابدها كل الضحايا.

غير بعيد من عائشة، يمكث «محمد»، الذي أشعل رأسه شيباً، وقد نالت من وجهه، السبعيني، صروف الدهر. بمشقة بالغة قال: «رجلي مشات، باغي نعرف شنو نرت وعلاش هاد الدولة ما بغاتش تعطينا حقنا.. ياك سيدنا كال ليهوم عطيوهوم لفلوس...» لم يكن بمقدوره أن يصرف على عائلته بفعل الشلل الذي أصابه وظل طيلة 50 سنة يعيش حياة «البريكولاج»، على حد تعبيره. وقبل أن ينهي كلامه، انبرت إحدى النساء، التي تتحرك بالكاد في مكانها: «راه حشم يكولها أولدي، نهذرو صراحة: كان كيسعى...»

قصة محمد مع فقدان رجله هي القصة ذاتها التي ترويها حسناء الحران، مع اختلاف بعض التفاصيل الصغيرة. «يوم وقعت كارثة الزيوت المسمومة، كنت صغيرة، ومات بعدي أناس ما زلت أتذكر ملامحهم، وفي ما بعد، أصبت بشلل في رجلي، لكننا استبشرنا خيراً بالظهير الملكي، الذي بمقتضاه يتم تعويض كل الضحايا، لكن شيئاً من ذلك لم يحدث، عدا بعض «الفتات»، الذي لا يكفي حتى لعيش يومين في حياة تزداد تكاليفها يوماً بعد يوم.»

قصص هؤلاء مجرد نماذج من قصص مماثلة على امتداد المغرب، في الشمال والجنوب، في الشرق والغرب. ضحايا اكتشفوا أن الزيت قد تتحول إلى سم قاتل يقضي على أمالهم في الحياة، ضحايا «ظلمهم التاريخ وقهرهم الحاضر»

ممن تناولوا الزيوت المسمومة، لتبدأ بذلك معركة قانونية جديدة، اعتقد الضحايا أنها ستقود إلى القبض على المجرمين وإلى محاكمتهم وإنزال أقصى العقوبات في حقهم وبنصاف الضحايا. «أش نكول ليك أولدي؟ متلو غلبنا مسرحية وحنا ما كان فيدينا ما نديرو... يسترجع الحسن اليماني، غير قليل من الحسرة من حترى في سنة 1959، حيث أطلقت السلطات سراح المجرمين في نفس السنة. وكان «السلطة لم يكن يعينها أمر 20 ألف مغربي، الذين صاروا بعد الحادثة يترقبون موعد الموت لتخطفهم، كما خطفت آخرين قبلهم»، يردف اليماني، وقسمات وجهه تمنح الانطباع أن قلبه يعتصر المأ...

يقول الحسن اليماني، رئيس العصبة المغربية لضحايا الزيوت المسمومة، الذي يتباطئ ملفاً يحوي أوراقاً بالية ومقالات صحافية تعود إلى خمسينيات القرن الماضي، إن عدد الضحايا استقر في 2000 حالة في سنة 1971، مما يعني أن 18 ألف شخص آخرين قد لقوا حتفهم من جراء تناولهم الزيوت المسمومة. ومع ذلك «لم تلتفت إلينا الدولة، رغم وجود ظهير ملكي يقر بتعويضنا»...

ضحايا بدون تعويض

حملت الأحلام فاطمة البحيري، التي «حُكم» عليها بملازمة كرسي متحرك منذ أن تناولت في طعامها الزيوت المسمومة، إلى عوالم أخرى بعيدة عما عاشته ذات صيف قانظ سنة 1959، وصارت تمنى نفسها أن يكون جميع ما عاشته ساعتئذٍ من مصائب مجرد كابوس عابر، لكن سرعان ما يعاندها الحلم، ثم تلتقط أنفاسها وتنس بكلام غير مفهوم بالكاد تفك مضامينه: «واش أنا 50 سنة كنمشي على هاد الكرسي وما زال ما بغاوش نعطونا حقنا؟.. واش هادو يهود ولا شنو؟ أولدي كتب هادشي فالجريدة ديالكوم، بغينا حقنا...» أصيبت فاطمة بشلل نصفي أجبرها أن تقتعد الكرسي المتحرك لنصف قرن من الزمن. لم تجد فاطمة ما تعيل بها ابنها الوحيد بعد موت زوجها. أخذت فاطمة نفسها طويلاً وأطلقت زفرة حارة قيل أن تواصل حديثها لـ «المساء»، قائلة: «الظاهر أن الإقدار تفرغت لي، فابني أصيب، بدوره، بشلل نصفي، طبعاً لا علاقة له بالزيوت المسمومة، لا قدرة لي على إعالة ابني، الذي يحتاج إلى عناية خاصة، وهل ستكفي 1000 درهم، التي تمنحها لنا الدولة شهرياً، لسد الرمق؟...»

قرب فاطمة، تتكى عائشة الشاوي على كرسي متحرك قديم، تغالب عائشة دموعها، وهي تتذكر قصص بعض

(محمد حمراوي)

الضحايا إلى 1000 درهم للضحية و200 درهم لكل طفل يقل عمره عن 21 سنة، ناهيك عن «تمويل مشاريع ذات طابع اجتماعي وإنجاز مشاريع أخرى تهدف إلى الإدماج النسوسيو اقتصادي للضحايا، تمويل بالأساس من خلال العائدات المتوفرة من رسوم التمبر إلى حدود 31 نجبر 2009». ويمقتضى هذه الاتفاقية «ستتفعل المصالح الصحية التابعة لوزارة الصحة بالضحايا في ما يخص كافة العلاجات المرتبطة بأمراض التسمم الناجمة عن الزيوت الغذائية المسمومة. بينما ستتفعل المستشفيات العسكرية بعلاج الأمراض الأخرى». وقد عهد إلى مؤسسة الحسن الثاني للأعمال الاجتماعية لقدامى العسكريين وقدامى المحاربين بعملية منح تعويضات مالية شهرية لضحايا الزيوت الغذائية المسمومة وإقامة مشاريع لفائدتهم.

يبدو مثل هذا الكلام، في نظر الضحايا، أقرب ما يكون إلى «الخيال» أو «الإحلام الموعلة في المثالية»، فقد «تم استثناء المبالغ المستخلصة من العربات المستعملة، المنصوص عليها في الظهير الملكي المشار إليه سلفا، كما أن المستشفيات ترفض البطاقة الاجتماعية التي منحها إباناً مؤسسة الحسن الثاني للأعمال الاجتماعية»، والأدهى من ذلك، يستطرد الضحايا الذين التقطهم «المساء» أن «الحكومة تريد أن تفرض الأمر الواقع من دون الاحتكام إلى القانون ومن دون حتى مشاوره المعنيين بالأمر، وهذا منطوق غريب تتعامل به الدولة تجاه هذا الملف». واعتبر الضحايا هذه الاتفاقية التفاقا على مطالبهم وأستشعارا من الحكومة «بالخطوة التي كنا نعتزم تنفيذها والمنظمة في رفع توصية إلى صاحب الجلالة الملك محمد السادس، نعلن فيها تظلنا من الممارسات المشينة التي أدت إلى حرمان الضحايا من التعويض إثر الاجتماع الموسع، الذي انعقد يوم 03 نجبر 2009 بمقر المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، بحضور ممثلين من العصبة والمجلس». ولم يكن الهدف الرئيسي، حسب وثائق العصبة، من هذه «الاتفاقية المشؤومة والظالمة الرفع من المستوى المعيشي للضحايا وإنما قطع الطريق عن فريق العمل في المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، الذي كان على وشك رفع توصية لفائدة المتكويين لاسترجاع الأموال المنهوبة لأصحابها، وهي عبارة عن تضامن الشعب المغربي مع ضحايا الكارثة».

ويطالب الضحايا بالرفع من المنحة الشهرية المقدمة من الحكومة لتصل إلى 5000 درهم «لنتمكن من ضمان العيش الكريم في أسط شروطه»، علاوة على استرجاع الأموال المودعة في الخزينة نتيجة مبيعات العربات المستعملة والجديدة عبر اللجوء إلى إحصاء شامل وكامل للبطاقات الرمادية المسلمة للمواطنين بعد اقتنائهم عربات من مديرية النقل على امتداد 50 سنة... دخلت قضية ضحايا الزيوت المسمومة قبة البرلمان يوم 29 أكتوبر 2003، بسؤال شفوي طرحه فريق التحالف الاشتراكي على وزير الصحة بخصوص مدى التزام الحكومة بإيجاد حلول مستعجلة لهذا الملف، وكان رد الوزير، حينئذ، أن «الدولة بصدد صياغة خطة تقضي بأن يتحمل كل قطاع مسؤوليته لتدبير الملف». قُدر لفصول هذه الملف أن تستمر وقُدر لعناية الضحايا أن تتواصل، وكانت الساحة المحاذية لوزارة المالية، مؤخرا، محجا لضحايا الزيوت المسمومة، حيث رفعا لافتات منددة بسياسات الدولة في حقهم واحتجاجا على عدم تنفيذ مقررات الظهير الملكي الصادر سنة 1960.

كانت الحصيلة النهائية للمتضررين ثقيلة جدا: 20 الف مضرحي تسلموا، من بينهم أطفال «ذئبهم» الوحيد أنهم استمتوا لبرهة بما جادت به أمهاتهم من أطمعة

لمدة نصف قرن، دون حسيب أو رقيب، وهي مليارات استحوذت عليها الدولة من دون مسوغ قانوني ودون موجب حق.

ولا يتردد الضحايا في توجيه سهام النقد إلى المسؤولين، متهمين إياهم بتوقيع اتفاقيات عرفت أساليب المكر والخداع للتحايل على الظهير الشريف للاستيلاء على أموال الإعانات خارج القانون. ولعل من آخر فصول هذا التحايل، بضيف الضحايا، هو عدم تمكين العصبة المغربية لرضى الزيوت المسمومة من الاضلاع على الاتفاقية المزعومة مع منعها للتوقيع عليها لتتميرها بالشكل المرغوب فيه سرا، رغم أنف أصحاب الحق، الذين لم يطلعوا على فحوى الاتفاقية إلا بعد أن حصلوا على الخبر من موقع وكالة المغرب العربي للأنباء.

بحلث «المساء» عن مضامين ما سمته العصبة «الاتفاقية المزعومة» ووجدت أنه تم توقيع اتفاقية لتدبير التعويضات الممنوحة لضحايا الزيوت الغذائية المسمومة يوم الخميس 15 أبريل 2010. وتخص هذه الاتفاقية الموقعة من طرف كل من وزيرة الصحة، ياسمينة ببادو، ووزير الاقتصاد والمالية، صلاح الدين مزور، والوزير المكلف بإدارة التراب الوطني، عبد الرحمان السباعي، على «تعزيز تدابير المساعدة والدعم لفائدة ضحايا الزيوت الغذائية المسمومة من خلال الرفع من قيمة الإعانات الشهرية الممنوحة لهؤلاء

